

de l'Ouest ne recevaient rien, à 1,8 milliard de dollars pour la période quinquennale actuelle.

M. Walker: Est-ce que toutes ces ententes ont été signées?

M. Mazankowski: Non, elles ne sont pas toutes signées.

Puis il y a l'initiative de diversification de l'économie de l'Ouest que contestent les libéraux. Je peux dire qu'on a dépensé quelque 715 millions de dollars pour plus de 1 500 projets différents.

M. Walker: Dépensé ou alloué?

M. Mazankowski: Alloué. Parlez aux gens qui bénéficient de la diversification de l'économie de l'Ouest. La preuve est là. Les libéraux sont jaloux parce qu'ils n'ont rien fait. Ils avaient proposé un fonds de 4 milliards de dollars qui n'a jamais vu le jour. Ils n'en ont dépensé que 60 millions. Cela n'a jamais démarré. En fait, il s'agit d'une initiative extrêmement importante.

Dans sa localité—et voilà un autre exemple de la diversification de l'économie et du libre-échange—la Versatile Manufacturing était fichue. Le gouvernement a conclu un projet de relance avec Ford-New Holland. À l'époque, la Versatile employait 300 personnes. Aujourd'hui, elle compte plus de 1 100 employés, grâce au libre-échange. Les gens là-bas disent que, grâce à la TPS et au libre-échange, d'autres entreprises manufacturières s'installeront à Winnipeg. Voilà le genre de développement régional et de développement économique de l'Ouest que nous devons encourager, et c'est ce que nous faisons.

Pour ce qui est des banques, je peux dire au député que j'ai assisté à une réunion avec le premier ministre du Manitoba pour parler de l'endettement et du crédit agricoles avec des représentants des banques. Cette réunion a été très positive et très constructive. Je pense qu'on peut faire certaines choses et on les fera.

Quant à notre participation à la Société du crédit agricole, nous examinons plusieurs possibilités pour prolonger les baux et modifier le processus que suit le Bureau d'examen de l'endettement agricole. Il en résulterait une plus grande latitude et une plus grande souplesse pour les agriculteurs qui s'efforcent vraiment de maintenir une bonne cote de crédit et qui ont manifeste-

ment des chances de réussir et de prospérer. Nous allons nous arranger pour qu'ils bénéficient d'une plus grande compassion et soient en général mieux traités.

Je remercie le député d'avoir posé la question. Je puis lui assurer que nous nous occupons de ces choses.

Je dois dire aussi que les banques ne sont qu'un élément de toute cette affaire. Elles demandent des intérêts contre les services qu'elles offrent. Nous savons que les taux d'intérêt sont plutôt élevés. C'est une composante des coûts des agriculteurs. Il ne faut pas oublier d'autres composantes comme les prix du carburant, des engrais et des produits chimiques. Nous essayons de voir si nous ne pourrions pas les faire baisser aussi.

Encore là, la TPS va réduire les coûts des agriculteurs de tout le pays de 240 à 250 millions de dollars.

M. Walker: N'y allez pas trop fort! Vous vous débrouillez bien jusqu'à maintenant.

M. Mazankowski: Le député ne devrait pas tourner cela en ridicule, car 250 millions de dollars, c'est beaucoup d'argent pour les agriculteurs.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Madame la Présidente, je tiens à remercier le ministre de participer aujourd'hui à cet important débat. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons certes remarqué son intérêt pour le Canada rural.

Il a cité beaucoup de statistiques et de données à l'appui des efforts que le gouvernement a déployés ces deux dernières années pour soutenir le secteur agricole et l'économie des régions rurales. La seule statistique qui intéresse vraiment les agriculteurs et les petites localités, c'est celle qui montre que l'économie des régions agricoles et des collectivités rurales se porte bien.

Le ministre n'ignore pas, puisqu'il y a fait allusion dans son exposé, que l'état de santé de l'économie agricole influe considérablement sur celui des collectivités rurales. Lorsque les agriculteurs manquent d'argent, les collectivités rurales ne peuvent pas faire autrement qu'en pâtir. Lorsque les agriculteurs manquent d'argent, ils se font de plus en plus rares. Il s'ensuit que moins de gens fréquentent les églises, les écoles, les clubs de curling et les centres sportifs des petites localités rurales. Il reste manifestement moins de gens pour appuyer les entreprises rurales qui font vivre ces petites localités.